

LA *Grande Revue*

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

Le progrès n'aura aucun sens tant qu'il y aura des enfants malheureux.

Albert EINSTEIN

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

● ACTUALITE :

- Etranger : priorités par P. Simon p. 4
Au fil des jours par J.-P. Mon p. 5
Le pétrole, c'est pas du bidon par H. de Joyeuse p. 6
Surtout pas de panique par G. Lafont p. 7
Chronique de l'Elysée Palace par E.-R. Borredon p. 9

● LECTURES :

- Les grands escrocs en affaires par H. Muller p. 8

● TRIBUNE LIBRE :

- Un grand vent du large par P. Cévenol p. 10

● REFLEXIONS :

- Où sont les utopies d'antan ? par M.-L. Duboin p. 2
Le rêve par C. Aspes p. 3
Mystification, soumission par A. Chantraine p. 6
Le matelas fumigène par H. de Joyeuse p. 8
Un peu de bon sens par J. Marchand p. 11

● COURRIER DES LECTEURS pp. 12 et 13

● BLOC-NOTES p. 14

● NOS THESES - L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE pp. 15 et 16

OU SONT LES UTOPIES D'ANTAN ? par M.-L. DUBOIN

UN ami m'a apporté une perle (je n'ai pas dit un diamant) et je vous l'offre ci-dessous, car elle donne matière à réfléchir. Il s'agit d'une amélioration des lois du travail dans une imprimerie, amélioration qui date d'environ un siècle.

Qu'est-ce qu'un siècle dans l'histoire de notre civilisation qui en compte plusieurs milliers ? Un instant. Après tout, il y a un siècle, mon père avait deux ans...

Pourtant, que de chemin parcouru dans les conditions de travail ! Imagine-t-on aujourd'hui proposer à quiconque un règlement aussi inhumain qui impose, outre 66 heures de travail hebdomadaire, pas d'interruption pour le repas, des prières obligatoires, l'interdiction de porter des couleurs vives, etc... Ni les plumes pour écrire, ni même le chauffage ne sont fournis par les employeurs et les ouvriers devront apporter leur charbon ou bien se munir d'un cache-nez... Et ce règlement vaut pour tous **les employés**, y compris les moins de 11 ans ! Les jeunes devront en plus faire le ménage...

Qu'on ne se méprenne pas. Je ne veux pas, en soulignant l'évolution, montrer que tout est maintenant pour le mieux dans le meilleur des mondes du travail. Mais je relève la dernière phrase : ces lois étaient présentées comme étant si généreuses

qu'elles sont qualifiées de « presque **utopiques** ». Comme quoi toute évolution, fut-ce la plus naturelle, la plus normale et la plus dérisoire passe d'abord pour une utopie. Telle est la paresse intellectuelle de l'immense majorité des êtres humains.

Alors faut-il s'étonner ou se décourager quand on passe pour utopistes en disant que l'heure est venue de dissocier revenus et travail effectué ? Tout le prouve à qui veut bien observer : des machines et des automatismes remplacent de plus en plus le travail humain, le chômage est inévitable dans les pays industrialisés, la production de tous les biens nécessaires augmente sans cesse malgré ce chômage et le capitalisme pour se maintenir est conduit à verser de plus en plus d'indemnités diverses ou subventionner des productions stupides ou criminelles (armements). Il n'est donc plus utopique de dire que la production des biens utiles ne pose plus aucun problème technique ; que c'est celui de son écoulement, de sa distribution qu'il faut envisager de résoudre enfin, de façon intelligente et humaine.

Bien sûr, il y a quelque quarante ans que nous proposons cette solution juste. Elle est le plus souvent qualifiée de « trop simple » pour la seule raison qu'elle remet en cause toutes nos habitudes. Or, les habitudes et les modes de vie évoluent

REGLEMENT INTERIEUR D'UNE IMPRIMERIE EN 1894

1. Piété, propreté et ponctualité font la force d'une bonne affaire.

2. Notre firme ayant considérablement réduit les horaires de travail, les employés de bureau n'auront plus à être présents que de 7 heures du matin à 6 heures du soir, et ceci, les jours de semaine seulement.

3. Des prières seront dites chaque matin dans le grand bureau : tous les employés y seront obligatoirement présents.

4. L'habillement doit être du type le plus sobre. Les employés de bureau ne se laisseront pas aller aux fantaisies de couleurs vives dans le choix de leurs vêtements ; ils ne porteront pas de bas non plus, à moins que ceux-ci soient convenablement raccommodés.

5. Dans les bureaux, on ne portera ni manteaux ni pardessus. Toutefois, lorsque le temps sera particulièrement rigoureux, les écharpes, cache-nez et calottes seront autorisés.

6. Notre firme met un poêle à la disposition des employés. Le charbon et le bois devront être enfermés dans le coffre destiné à cet effet. Afin qu'ils puissent se chauffer, il est recommandé à chaque membre du personnel d'apporter chaque jour quatre livres de charbon durant la saison froide.

2. Aucun employé de bureau ne sera autorisé à quitter la pièce sans la permission de Monsieur le Directeur. Les appels de la nature sont cependant

permis et, pour y céder, les membres du personnel pourront utiliser le jardin, en dessous de la seconde grille. Bien entendu, cet espace devra être entretenu dans un ordre parfait.

8. Il est strictement interdit de parler durant les heures de bureau.

9. La soif de tabac est une faiblesse humaine, et comme telle, est interdite à tous les membres du personnel.

10. Maintenant que les heures de bureau ont été énergiquement réduites, la prise de nourriture est encore autorisée entre 11 h 30 et midi, mais en aucun cas, le travail ne devra cesser durant ce temps.

11. Les employés de bureau fourniront leurs propres plumes. Un nouveau taille-plume est disponible, sur demande, chez M. le Directeur.

12. Un senior désigné par M. le Directeur sera responsable du nettoyage de la grande salle et du bureau directorial. Les juniors se présenteront à M. le Directeur quarante minutes avant les prières, et resteront après la fermeture pour procéder au nettoyage des bureaux et des locaux.

13. Le Directeur reconnaît et accepte la générosité de ces nouvelles lois du travail, mais attend du personnel un accroissement considérable du rendement, en compensation de ces conditions presque utopiques.

Salaires par semaine :

Cadets : 0,50 F ; Juniors : 1,45 F ; Jeunes : 3,25 F ; Employés : 7,50 F ; Seniors : 14,50 F.

eux aussi, de plus en plus vite, sans qu'on en prenne conscience !

Imaginez que vous puissiez dialoguer avec un des employés de l'imprimerie « bénéficiant » des généreuses lois du travail rappelées ci-dessus. Sa réaction serait de vous considérer comme un fou. Lui suggèreriez-vous d'exiger une heure au milieu de sa journée de onze heures, pour prendre un repas ? Il vous répondrait que le travail ne doit pas être interrompu, qu'il lui est naturel de ne pas s'arrêter. De même trouverait-il étrange que vous pensiez que l'atelier doive être chauffé par les propriétaires, estimant que ceux-ci sont déjà bien bons de mettre un poêle à sa disposition. Enfin lui demanderiez-vous ce qu'il adviendrait s'il tombait malade ? Il répondrait que ce serait une catastrophe car il n'aurait ni les moyens de se soigner ni ceux de nourrir sa famille, mais une catastrophe courante, inévitable et il ne comprendrait pas si vous lui parliez de garantie de sécurité sociale. Pour lui, un travailleur qui ne travaille pas n'a évidemment aucun revenu à attendre de qui que ce soit. Et la retraite était également impensable, utopie pure, inimaginable. Il a fallu quelques dizaines d'années — et qu'est-ce que c'est ? — pour faire évoluer les mentalités... et elles évoluent, comme tout, de plus en plus vite aujourd'hui. Pour que se fasse cette évolution, il faut toujours que quelques esprits, non moutons de Panurge, osent remettre en cause les idées communément admises. Il faut souvent du courage pour rester seul de son avis quand on est qualifié partout de rêveur ou d'utopiste. Mais l'essentiel n'est-il pas d'avoir la vérité avec soi ? Et tant mieux si c'est avant les autres ! Ils y viendront !

★

Beaucoup de nos lecteurs nous ont écrit pour nous dire qu'ils ne trouvaient pas en librairie le livre de F. Foulon « Un écologiste accuse ». Nous avons pris contact avec la société qui le diffuse en France et nous pouvons nous charger de le faire parvenir à ceux qui le désirent. Le prix en est de 45 F, plus 5,50 F pour frais de port, soit au total 50,50 F, à faire parvenir par chèque ou c.c.p. à « La Grande Relevé », avec l'adresse complète où le colis doit être adressé.

Nous avons appris avec tristesse la mort de
Maurice ROBIN

Brillant ingénieur, neveu de Nelly Roussel, dont nous avons rappelé ici combien sa lutte pour l'émancipation de la femme marqua son temps et aussi petit-fils du grand éducateur Paul ROBIN, qui fut le pionnier de l'Ecole Nouvelle, Maurice Robin mit, pendant de longues années tout son cœur, toute son intelligence et son courage à la diffusion de nos thèses dont il resta un des plus zélés propagandistes. Mais plus qu'un compagnon, c'est un ami que notre équipe vient de perdre.

M.-L. D.

L'ARGENT ET LES HOMMES

Dissocie la monnaie de la notion de profit
Et tu transformeras les hommes et le monde.

Albert CHANTRAINE

LE REVE

*Mes amis j'ai fait un rêve,
Qui ne fait pas de rêve ?*

*J'ai vu le Progrès qui passait
Créant un monde féérique :
Tout métier dur disparaissait
Devant la loi scientifique,*

*Le Monde était régénéré
Par une nouvelle jeunesse
Qui produisait pour assurer
Le Bien-Etre de la vieillesse !*

*J'ai vu l'homme sans préjugés
De nos maux rechercher la cause.
J'ai vu mon compagnon longer
Des sentiers parsemés de roses !*

*J'ai vu là-bas au pays noir
Se fermer tous les puits de mines.
J'ai vu la tristesse du soir
S'enfuir derrière les collines !*

*J'ai vu fondre les lingots d'or,
J'ai vu l'existence facile,
J'ai vu, majestueux décor,
Chacun faire un travail utile !*

*J'ai vu les Parlements sauter,
Disparaître cette Racaille.
J'ai vu le mot Humanité
Remplacer celui de Canaille !*

*Mais, face à votre absurdité,
Au petit jour quand je me lève
Je vois que la réalité
Est encore loin de mon rêve.*

*Sur ce rêve je suis resté.
J'y songe sans repos ni trêve,
Confiant dans ma ténacité
Pour un beau jour voir se réaliser
[mon Rêve.*

C. ASPES

ETRANGER

PRIORITÉS

ALORS que les économies occidentales s'installent dans une récession qui pourrait bien durer au moins jusqu'à la fin de 1980, que les experts surveillent chaque jour l'évolution de la production industrielle, il est un secteur qui marche bien. Toujours le même, d'ailleurs, celui des armements. Rien d'étonnant, bien sûr, à un moment où les foyers de tension sont nombreux dans le monde et où la poudre parle plus volontiers que le cœur.

A tout seigneur tout honneur. Les Etats-Unis se lancent dans un vaste programme de relance de leur industrie de guerre. Lorsque M. Carter prit le pouvoir il y a quatre ans, il s'était engagé à réduire le budget de la défense. Les temps ont changé. D'ici 1985, les Etats-Unis dépenseront 5 % de plus chaque année en armements. Bonne nouvelle pour les fabricants d'avions de mort comme McDonnell Douglas, si éprouvé par les accidents trop nombreux survenus à son DC-10. Il va désormais gagner plus sur ses ventes d'avions militaires que sur ses ventes d'avions civils.

En 1977, M. Carter, alors plus préoccupé par les droits de l'homme que par sa réélection, avait considérablement réduit les ventes d'armes à l'étranger. Si l'on peut dire, il a changé son fusil d'épaule. Les entreprises intéressées ont été invitées à mettre à l'étude un projet d'appareil de chasse relativement bon marché (on imagine ce que cela peut être) qui serait vendu aux pays du Tiers Monde prêts à en faire l'achat. Un marché de cinq à six mille appareils. Une paille !

Que voulez-vous, il faut bien essayer de compenser le manque à gagner qu'a représenté la perte d'un client tel que l'Iran. Heureusement, des pays d'Afrique du Nord et d'Asie du Sud-Est s'intéressent désormais aussi à la production américaine.

Tranquillement, le Japon réarme et va s'offrir des avions, des hélicoptères, des véhicules blindés et des navires. Quelle aubaine pour ses propres fabricants. Pendant ce temps, des appels désespérés montent du Cambodge où la famine menace. Il ne reste que quelques semaines pour sauver ces malheureux. Et l'aide se fait attendre. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas d'argent pour payer les quelques milliers de tonnes de semences nécessaires. Vous tirerez sans peine la conclusion.

Pierre SIMON

AU CAIRE

La situation alimentaire n'est pas si brillante. Cependant l'Egypte va recevoir une aide américaine d'un milliard de dollars... sous forme d'avions militaires et de chars. De quoi garnir le casse-croûte des fellahs égyptiens.

L'OPIUM EN AFGHANISTAN

Avec une production annuelle de 800 tonnes d'opium, l'Afghanistan et le Pakistan sont des centres d'intérêt pour les réseaux américains et européens de la drogue. Cette information, rapportée dernièrement par un quotidien parisien, semblerait éclairer sous un autre jour l'un des aspects de l'affaire afghane. Il va sans dire, en effet, que la présence des Soviétiques dans cette région n'arrange guère les trafiquants. Une fois « lavé », l'argent de la drogue perd son odeur ; il se recycle en tout bien tout honneur, en participations industrielles et commerciales. Par le canal des agences de publicité, une partie de ces fonds vient ainsi alimenter la presse et autres médias.

AU MEXIQUE

Deux cents milliards de barils de réserve de pétrole reconnues. Ce n'est certes pas le moment d'en parler. Voilà qui viendrait mettre à bas le laborieux échafaudage des hypothèses propagées par le club de Rome concernant la pénurie de pétrole, hypothèses sur lesquelles les nucléocrates s'étaient jetés goulument, il y a quelques années, pour justifier la programmation des centrales nucléaires.

LE PORTUGAL FAIT « LE BON CHOIX »

La révolution portugaise n'aura été qu'un feu de paille. Il ne pouvait être question pour les Etats-Unis de courir le risque de perdre leurs bases aux Açores. Sans doute la C.I.A. a-t-elle pu discrètement intervenir. Tout est rentré dans l'ordre : politique pro-européenne, proatlantique. « Les entreprises nationalisées devront s'adapter à l'économie de marché et de profit. Le secteur privé retrouve sa tâche essentielle : redresser l'économie ». Ainsi les trublions qui avaient renversé l'ancien régime en sont-ils pour leurs frais.

Henri MULLER

AUX ETATS-UNIS

Des chercheurs de l'Institut Stanford auraient trouvé le moyen de fabriquer à un prix réduit les cellules au silicium, qui sont un élément-clé dans la fabrication des cellules solaires.

Le silicium, que l'on trouve dans le sable, est très répandu dans la nature. Cependant son traitement à l'usage des cellules solaires s'avère fort coûteux : environ 60 dollars pour un kilo. Grâce au nouveau procédé, les chercheurs américains estiment qu'il serait possible de le produire pour 5 dollars.

(Informations UNESCO)



Les Etats-Unis sont-ils en train de devenir un pays socialiste ?

C'est en quelque sorte la question que se pose B. Brizay, qui vient de passer six mois aux Etats-Unis pour réaliser une enquête sur le « business américain ». Dans le livre qu'il a tiré de son enquête : « Le patronat américain », Brizay est tenté de répondre oui.

Il décrit l'hostilité au grand business de la majorité de la population qui souhaite que le gouvernement régleme davantage la « libre entreprise ». On considère aux Etats-Unis que les compagnies pétrolières sont encore plus responsables que les « Arabes » de la crise du pétrole et le public pense que ce sont les « grandes affaires » qui sont responsables du chômage et de l'inflation. La grande faiblesse du « big business » et de ses dirigeants (qui ne manquent pourtant pas de moyens), c'est d'être en contradiction avec les principes qu'ils prétendent défendre moralement et économiquement : ils pratiquent des ententes et luttent contre la concurrence toutes les fois qu'ils le peuvent.

« Réclamant la liberté au nom de l'intérêt général, on les voit aussi intriguer auprès des pouvoirs publics pour obtenir non seulement des commandes, mais des subventions, des soutiens et des avantages de toute sorte. Résultat : les réglementations font rage, le pouvoir des consommateurs éclate, les tensions comme la révolte des minorités ou l'idéal écologiste

s'expriment avec prédilection dans l'entreprise, vers laquelle convergent toutes les frustrations de la société. »

Moyennant quoi :

« La « socialisation » va bon train. Le budget de l'Etat a quintuplé en quinze ans. Les dépenses sociales comptent pour plus de la moitié dans celui-ci, et elles ont augmenté de 106 % en cinq ans. Washington possède deux tiers du territoire des Etats-Unis. La moitié des savants du pays travaillent, directement ou indirectement, pour le gouvernement. Les agences, les sous-agences, les comités, les conseils publics et parapublics, ne se comptent plus. »

★

Ce n'est pas en France qu'on verrait des choses pareilles, Dieu merci, Barre et le patronat veillent. Et ce n'est pas la libération des prix qui les fait monter, mais les méchants du Tiers Monde, Arabes et autres, qui nous vendent le pétrole et les matières premières de plus en plus cher !

C'est vrai, mais que pour une faible partie des coûts ainsi que le montrent les enquêtes sérieuses : **une fois enlevée la part des combustibles et des matières premières**, la hausse du coût de la vie est maintenant de 11,6 % au lieu de 7,6 % l'an dernier et 5,8 % il y a deux ans.

Les véritables responsables de la hausse des prix ce sont Barre et les entreprises qui ont intérêt à ce que les prix augmentent : les entreprises parce que cela accroît leurs bénéfices, le gouvernement parce que, par le biais des taxes, ça augmente ses recettes.

★

Quelques chiffres : en 18 mois le prix du pain a augmenté de 27 %, en 20 mois on a constaté des hausses de 28 % sur la quincaillerie, de 29 % sur les produits d'entretien, de 23 % sur l'automobile, de 22 % sur les articles de ménage et les pneus, de 18 % sur le mobilier, ... En un an, pour les prix des services, on note des hausses de 21 %

dans les stations-services, de 16 à 19 % dans les hôtels, de 15 % dans les cafés et restaurants, de 14 % dans les garages, ... Les prix des transports, du gaz, de l'électricité vont bientôt augmenter...

Selon l'I.N.S.E.E., la hausse des prix de gros a été (hors taxes) de 9,6 % par an en 1978, de 14 % en 1979 et... de 15 % depuis le début de 1980.

Les salaires, eux, ne suivent pas le même rythme et le pouvoir d'achat des salariés diminue et ça va empirer. Vive le meilleur économiste de France !

★

Malgré la crise, les gains de productivité dans l'industrie française ont été de 6,3 % en 1979. C'est ce qu'a déclaré l'auto-satisfait Barre aux députés U.D.F., précisant que la croissance du produit intérieur brut avait été durant la même période de l'ordre de 4 %.

★

Dans un article intitulé « La crise n'est pas ce que l'on croit » (Le Monde du 14 février 1980), A. Barrère, professeur à l'Université Paris I, explique : « La croissance française est partie à la recherche d'une position compétitive en vertu d'une croyance érigée en dogme : l'appareil productif devait être modernisé par substitution du capital au travail afin d'accroître l'efficacité de l'effort productif et d'abaisser les coûts par réduction des charges salariales. Mais on ne prit aucune mesure pour aménager les deux conséquences d'une accumulation élevant le rapport capital/travail : la réduction du volume global de l'emploi résultant de la substitution de la machine à la main-d'œuvre, et la modification de la structure des coûts résultant de la substitution des charges du capital aux charges salariales. Le premier effet annonçait le chômage, le second, par un surprenant paradoxe, préparait l'inflation et, malgré la hausse des prix, la baisse de la rentabilité. »

J.-P. MON

Le pétrole, c'est pas du bidon

ON pleure dans les chaumières sur les misères qui sont faites aux Compagnies pétrolières, par des Ayatollahs diaboliques, des étudiants fanatiques et autres machins en iques.

De ci de là, par ci par là, on apprend d'atroces détails. Le rapport, en 1974, d'un député U.D.R., qui se nomme SCHWARTZ en plein jour, est dur, dur. Son brouillon disait méchamment, sans preuves bien sûr, que les Compagnies, grâce à de nombreuses subventions publiques ou occultes, obtenaient la connivence des principaux partis politiques (encore la Bande des 4), de la presse et même, stupeur, de certains organes gouvernementaux. C'est ainsi que ELF et CFP, avec la bénédiction du ministère de l'Industrie et, notamment, de la Direction des carburants, ne payaient pas d'impôts. Ils fournissent des informations barils (je

par Hilarius de JOYEUSE

veux dire bidons) sur leurs prix et, dans les coulisses de l'exploit, vont au fade pour s'attribuer les marchés.

C'est le Philippe SIMMONOT qui le premier a révélé le pot (d'échappement) aux roses, dans **Le Monde** du 7 novembre 1974. Comme son papier était passé inaperçu, le petit SIMMONOT a bêtement récidivé dans **Le Monde** du 9 mars 1976. Ça a fait déborder le jerrican et 45 jours après on lui coupait l'oléoduc et il allait voir au bureau du chômage si j'y étais. Ouf ! Ne s'était-il pas imaginé de produire des extraits (pas de naphte) du Rapport confidentiel de Gaston RAMEL ? Ce document anodin plaisantait. Selon lui, toujours sans preuve, que l'Homme-à-la-brosse dit Jean FOURCADE et le naïf agrégé Michel d'ORNANO, transféraient en douce, sans délibération du Parlement, l'**Entreprise de recherches et d'activités pétrolières** (ERAP) une société d'Etat, à la Société privée des **Pétroles d'Aquitaine** (S.N.P.A.) contrôlée par la **Banque de Paris et des Pays-Bas**. La **Société Générale** et la **Chase Manhattan Bank** ayant eu la bonté d'apporter leur concours à cette œuvre philanthropique.

Mystification Soumission

par Albert CHANTRAINE

...Au cours de ma longue réflexion, j'ai pu démontrer les faux mécanismes de notre éducation-instruction et de notre système économique-financier, lesquels sont destinés à maintenir les hommes dans l'ignorance et par conséquent dans l'esclavage doré ou non.

Ceux qui n'ont pas compris ou qui ne veulent pas comprendre le rôle néfaste de l'argent dans notre système financier n'ont rien compris sur le plan fondamental.

Sur ce plan, les faux spirituels et la plupart des occultistes n'échappent pas à cette mystification : en effet, leurs enseignements sont donnés, non pas pour apprendre à réfléchir, mais bien à apprendre aux hommes ce qu'ils doivent penser pour rester soumis aux puissances de l'argent, du profit et du prestige.

C'est pour cette raison que l'homme de bon sens doit œuvrer pour dénoncer les causes qui façonnent notre système économique-financier.

C'est pour œuvrer dans ce but que vous devez vous instruire, que vous devez réfléchir. Vous devez lutter en faveur de l'essentiel et non de l'accessoire. Soyez dignes et dénoncez dans un premier temps les injustices... et les gaspillages.

Un autre petit pousse-cailloux, du nom de CECCALDI, juge d'instruction, inamovible de par la Constitution, a cherché, lui aussi, à ruiner l'esprit de libre entreprise des Compagnies pétroleuses. Ne s'est-il pas avisé, sous le fallacieux prétexte que son Parquet lui avait confié une plainte (celle d'un pompiste arménien de Marseille), de l'instruire à charge et à décharge selon la mode du **Code de Procédure Pénale** ? Alors qu'on lui soufflait, d'en haut, dans sa trompe d'Eustache personnelle, de signer le non-lieu traditionnel. Il refusait, le sourdingue. Heureusement, Dieu existe et le R.P. LECANUET, soi-même, garde des sots, a muté l'inamovible de Marseille-sud à Hazebrouck-nord. Ce qui est une promotion, est venu expliquer Dents-Blanches à la Télé, puisque, entre temps, je l'ai fait coulisser de la magistrature assise à la magistrature debout, le bombardant Procureur. Comme ce petit juge ne voulait pas se coucher, il a préféré être debout.

Depuis lors, il envoie des cartes postales du soleil de Tourcoing et du clair de lune à Maubeuge aux pescadoux de la Marsialle et des Sanguinaires.

Bref, **Contracepcion**, la dona qui fait le ménage au Palais de Justice de la rue Grignan à Marseille, ne touche plus le dossier pétrolier. Elle aime trop les toiles arachnéennes qui le protègent de la main de la Justicia des caballerros franceses.

Soit dit en passant

par Gabriel LAFONT



SURTOUT PAS DE PANIQUE

Vous ne vous y attendiez peut-être pas mais la voilà revenue. Qui ça ? Mais la sinistrose, puisqu'il faut bien l'appeler par son nom. Vous ne saviez pas ? Pourtant on ne parle que d'elle en ce moment. Et ce coup-ci c'est Raymond Barre lui-même qui nous annonce son retour. Tout fier. Comme s'il y était pour quelque chose. Pas de quoi paivoiser quand même. Alors, si vous n'êtes pas au courant, c'est que vous n'écoutez pas le Premier ministre quand il parle à la Télé — et je vous comprends —, ou bien que vous ne l'avez pas encore attrapée, la sinistrose... Patience, on va tous y passer.

Ce n'est quand même pas une raison pour s'affoler. Pas de panique. Tout le monde n'en meurt pas. Mais comme me disait mon docteur l'autre jour en prenant ma température : « Ceux qui en guérissent restent souvent idiots ».

Nous voilà donc prévenus du retour en force de ce mal mystérieux des temps modernes et il faut en remercier le Premier ministre, qui a pourtant assez à faire en ce moment avec l'inflation, le chômage, le pétrole et le reste, d'avoir bien voulu prendre quelques minutes de son temps si précieux pour nous en informer. Mais on aurait bien voulu en savoir davantage.

Et d'abord, qu'a-t-on fait jusqu'à ce jour pour combattre ce redoutable fléau des temps modernes, dont la première apparition, sous des vocables divers, remonte à de longues années en arrière ? Rien. Des discours. Du vent. Même pas (mais il n'est peut-être pas trop tard et on y pense sûrement déjà en haut lieu) une journée nationale avec

quête sur la voie publique, pour les sinistrés de la sinistrose.

Ah ! Si, j'oubliais, M. Louis Pauwels, du « Figaro Magazine » et de la Nouvelle Droite, en a fait un livre. Depuis, à ce que disent ses amis, il est guéri.

Mais la sinistrose, qui revient périodiquement comme les crises cycliques, la grippe de Hong-Kong, ou la déprime dont il est une forme aggravée, continue à faire des ravages dans tout le pays, au risque de transformer en catastrophe nationale le déficit de la Sécurité Sociale. Manquait plus que ça !

Et, je vous le demande, mais ne répondez pas tous à la fois, quels remèdes a-t-on proposés pour combattre le mal ? Ou'a-t-on fait, à part le coup de la participation, que Giscard vient de sortir du fond d'un tiroir en prévision des prochaines élections présidentielles, sinon quelques séances de cirque au Palais Bourbon avec un M. Loyal qui ne l'est guère et quelques clowns de l'opposition, pour regonfler le moral des contribuables et futurs électeurs ?

Cela dit, c'est quoi, au juste, la sinistrose ? Si ça nous pend au nez à tous on aimerait autant savoir. Un trouble du métabo-

Puisque, de tous temps, les privilégiés ont vécu du travail « des autres », pourquoi les « autres » ne pourraient-ils pas vivre du travail des machines ? En cas de réponse négative, une alternative se pose : ou détruire les produits créés par les machines ou accorder les loisirs aux machines.

Jacques DUBOIN

lisme basal, une fièvre maligne, un virus filtrant, ou quoi ? Et quels remèdes, remboursés ou pas, par la Sécu, nous conseillait-on pour prévenir le mal, ou pour le guérir si on l'attrape ? Les barbituriques, les anabolisants, la diète lactée, la cure de Beaujolais ou la douche froide ?

Personnellement, et si je m'en tiens aux quelques cas que j'ai pu observer, à défaut de l'avis autorisé du corps médical encore hésitant, j'inclinerais, en ce qui me concerne du moins, pour la cure de Beaujolais. Sur-tout s'il n'y a que le ticket modérateur à payer. La douche froide n'étant pas à écarter pour les malades les plus gravement atteints.

Mais avant d'en arriver à cette mesure extrême et d'une efficacité douteuse, on pourrait envisager d'autres thérapeutiques qui, sans faire des miracles, ont déjà donné, ailleurs, des résultats encourageants. Du moins, à ce qu'on dit. Alors, pourquoi hésiter ? Qu'attend-on pour appliquer, de force si nécessaire, le remède qui réussit si bien chez les autres ?

Mais il n'y a pas de temps à perdre si l'on ne veut pas voir la France — et avec elle la Civilisation — sombrer avant l'an 2 000. Parce que, entre nous, des citoyens qui ont la chance de vivre dans une société libérale avancée comme la nôtre, d'avoir le premier économiste du monde pour organiser la pagaille dans laquelle nous patageons, un salaire minimum garanti pour se goinfrer quand ils ne sont pas chômeurs, et un minimum vieillisse pour continuer à se les rouler quand ils ne sont plus bons à rien, le tiercé et le loto pour devenir millionnaires, la Télé couleur pour faire de beaux rêves, et qui ont encore le culot de se plaindre. Vous trouvez que ce sont des gens normaux, vous ?

Il y a aussi des hôpitaux psychiatriques en France. Tout est prévu. Et s'il n'y en avait pas en nombre suffisant pour accueillir les contestataires, qu'on en construise d'autres. Ça fera toujours marcher le bâtiment.

LECTURES

LES GRANDS ESCROCS EN AFFAIRES. Les livres du Procureur Jean Cosson ont le vent en poupe. Son premier ouvrage **LES INDUSTRIELS DE LA FRAUDE FISCALE** nous avait mis l'eau à la bouche. Le second nous gave comme des oies, cassant carrément la barrique, nous montrant comment l'État se fraude lui-même à travers les agissements frauduleux de ses propres entreprises nationalisées et comment les banques se prêtent au jeu.

Bon an, mal an, c'est quelque soixante milliards que les fraudeurs escroquent au reste des contribuables, au nez et à la barbe du fisc. Fausses factures,

taxis, transports-bidons, falsifications d'écritures, sociétés fictives, systèmes de filiales à l'étranger, sociétés civiles immobilières en cascades, hommes de paille: toute la panoplie du parfait fraudeur est passée ne revue afin que nul n'en ignore. Il n'est guère que les Assemblées pour jouer les Ponce-Pilate à l'égard de ces grands électeurs si habiles à se constituer des caisses noires.

Peut-être les douaniers et agents du fisc n'ont-ils pas pris le temps de s'informer en lisant les livres de ce singulier et redoutable Procureur. Il n'y a pas de temps à perdre.

Tous les contribuables attendent de se voir soulagés de la part d'impôts qu'ils paient indûment à la place de tant de mauvais citoyens.

Henri MULLER

LE MATELAS FUMIGÈNE

par Hilarius de JOYEUSE

QUI est Raymond Barre ? Le Joffre de l'économie politique. Joffre ou Bourbaki, on ne va pas chipoter pour un général. En attendant qu'il soit expédié à Limoges, il fait l'affaire. Les autres font des affaires. L'avez-vous entendu à la radio, vu à la Télé ? Toutes ses apparitions sont autant de provocations. « Personne ne m'empêchera de faire ce que j'ai en tête ». « J'augmenterai l'essence ». « J'augmenterai les cotisations de Sécurité Sociale ». « Je réduirai leurs remboursements ». « Je vous ferai payer ». « J'interdis aux patrons d'augmenter les ouvriers ». « Je ne leur défendrai pas d'augmenter leurs bénéficiaires ». « Je maintiendrai l'avoir fiscal » (remboursement d'impôts aux propriétaires d'actions), etc., etc...

Résultat pratique, Raymond polarise sur sa grosse tronche le mécontentement national. Pas un ouvrier, un employé, un paysan, un artisan, un fonctionnaire, un chômeur qui ne le maudisse. Manifestement, il s'en contrefout. Il a l'air d'être payé pour ça !

Réfléchissons. Babarre est là pour ça. Ça saute aux pruneaux. Il est le Faire valoir du cirque, fonction indispensable au clown vedette. C'est derrière l'épaisseur de ce matelas, à fonction fumigène dissimulatrice, que le véritable chef d'orchestre occulte pense et agit dans la coulisse. Mais qui ? Cherchez à qui le crime profite, dit un adage policier.

Qui paye ce Réunionnais, et fort bien ? Sa solde lui a déjà permis d'acquérir une propriété, assortie d'une interdiction générale de construire autour, dans le coin le plus cher d'Europe, vers St Jean Cap Ferrat.

Sans parler d'un deux-chambrettes-et-kichenette à Paris sur Seine, pour une brique par mois de location. Le reliquat est expédié au Paradis fiscal du Liechtenstein par la canal d'une Suisse de ses amies. (Son Hongroise est au courant). Qui ferme les yeux sur les petits travers patriotiques de

Raymond ? C'est celui qui apparaît sur les écrans, élégant, mondain, disert, informé, disponible, peau-finé. Comme il est loin du marécage politique, ce grand politique ! Ce n'est pas lui que l'on inquiète pour un volontariat au S.T.O. en 1942. Lui, à 18 ans, devait manger à sa faim, surtout au banquet à l'issue duquel le Maréchal Pétain remettait à Monsieur son Père, l'insigne tant sollicité de la Francisque.

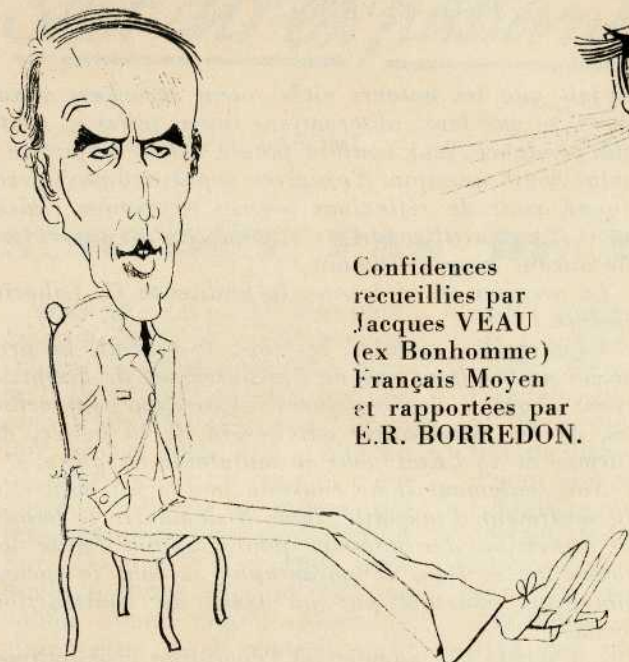
Ce n'est pas lui que l'on traite de petit sauteur de l'Observatoire. C'est, au contraire, lui qui traite son invité, tant évité, d'agité.

Ça y est, vous avez trouvé, le personnage secret, discret, qui pense, agit à l'ombre du Bombu, qui ne déclare pas en Douane les plaquettes diamantines (puisqu'un cadeau est toujours sans facture), qui spéculé à coups sûrs en Bourse, grâce aux informations financières qu'il reçoit en raison de ses hautes fonctions ou grâce aux décisions qu'il arrête de par ses attributions. C'est celui dont la feuille d'impôts se majore de revenus autrement substantiels que ceux d'une anodine liste civile, celui dont tous les parents sont à la fois dans la politique et dans le big business, dont deux (au moins) sont simultanément parlementaires et fournisseurs de d'Etat. Contre toute légalité. Népotisme pas décédé.

Jadis les rois de France choisissaient leurs ministres des Finances chez les Auvergnats. Ces financiers avaient l'art de concilier leur intérêt particulier et celui du Trésor royal. S'ils forçaient le trébuchet de leur côté, ils se retrouvaient avec un col de chanvre au gilet de Montfaucon, comme Enguerand de Marigny.

Aujourd'hui, avec la République, risque nul et bénéf obligatoire. D'ailleurs le peuple s'en fout royalement. La preuve c'est que le diamantaire de Chamalières sera réélu triomphalement (au 2^e tour cependant).

CHRONIQUE DE L'ÉLYSÉE-PALACE...



Confidences
recueillies par
Jacques VEAU
(ex Bonhomme)
Français Moyen
et rapportées par
E.R. BORREDON.

Et selon les Ecritures : QUE CELUI QUI N'A JAMAIS «CHASSÉ»...

Vous avez sans doute encore en mémoire ma causerie relative à l'établissement du budget national 1980, à l'occasion de laquelle je vous ai expliqué comment il avait été possible de mettre à la disposition de gouvernements africains francophones des centaines de milliards de francs lourds, sans obérer pour autant l'économie de la France.

Cela me permet d'aborder, dans la foulée, si j'ose dire, un sujet sur lequel il m'est difficile de vous cèler plus longtemps la vérité. Il s'agit, comme vous l'avez deviné, de ce qu'une presse qui se croit libre a appelé « l'affaire des diamants ».

Le pays dont Bokassa était l'empereur, ancienne colonie française, présente une importance pour les intérêts français, nationaux et privés. A ce point que ses ressources minières nous ont conduit, moi et les miens, à en faire, vous excuserez l'expression, une véritable chasse familiale gardée.

Or, les diamants en particulier, dans ce pays, s'y ramassent à la calebasse, à la pelle veux-je dire, mais ne présentent aucune utilité pour la consommation des popu-

lations autochtones qui lui préfèrent le manioc, les bananes ou le riz, voire même dans les grandes occasions, et pour honorer les invités, peut-être, la chair humaine.

En un mot, il n'y a pas, vous me l'accorderez, de quoi faire un plat. Il m'était donc bien difficile, dans ces conditions et alors que, ministre des Finances d'un pays riche, j'avais tout pouvoir de dispenser à ces pauvres gens, en les remettant de la main à la main à leur maître et sans pour autant compromettre nos équilibres financiers, quelques dizaines de milliards, il m'était bien difficile, dis-je, de refuser des présents aussi vulgaires que ces sacrés diamants.

Mais cette histoire de pierres vous conduit naturellement à vous demander pourquoi nous sommes si « chiches » envers ceux de nos concitoyens qui n'ont toujours pas, malgré les promesses faites, des moyens décents d'existence.

Tout d'abord, c'est qu'ils sont bien nombreux, environ 1/5^e de la population de notre pays. Or, toute aide les concernant est obligatoirement prise en charge par

le budget national, c'est-à-dire en définitive par le reste de la population puisque l'équilibre des recettes et des dépenses est une règle impérative. Quels sont, en fait, ces concitoyens défavorisés ?

Dans leur majorité, des cas sociaux ; je dirai même sans aucune méchanceté, des minables dans tous les domaines, sans avenir lorsqu'ils sont encore jeunes, dans l'impossibilité de se défendre par des manifestations de rues ou des grèves syndicales qui, gênant leurs compatriotes, contraignent les Pouvoirs Publics à prendre conscience de leurs doléances.

Evidemment, tant qu'ils sont en vie, il leur reste leur bulletin de vote.

C'est dans cette optique que nous avons fait inscrire au chapitre des dépenses du budget 1980, avec toute la publicité adéquate, des mesures en faveur de ces catégories sociales si intéressantes. La principale de ces mesures, vous le savez, consiste en l'octroi d'un secours individuel exceptionnel perçu en février par les personnes âgées nécessiteuses, sans qu'elles aient eu à effectuer quelque démarche que ce soit. Notez bien, en passant, cette délicate décision qui traduit la considération que nous avons de leurs soucis quotidiens. L'allocation ainsi versée à domicile était de 150 F. Lourds, il va de soi. Vous allez me rétorquer que ce n'est pas avec une pareille somme que les bénéficiaires pourront inviter à leur table leur Président bienfaiteur. Non, bien sûr, et je n'aurais garde de solliciter telle invitation. Nous n'avons évidemment pas insisté sur le caractère dérisoire de cette aumône.

Mais nous avons par contre souligné qu'elle constituait, vu le nombre des intéressés, une charge globale supplémentaire de plusieurs centaines de millions à prendre en compte par l'ensemble des contribuables, et donc, vue sous cet angle, un effort méritoire dont les bénéficiaires auraient le devoir de se féliciter et de nous être électoralement reconnaissants à la prochaine occasion.

**...ME JETTE LA PREMIÈRE PIERRE
(précieuse bien entendu)**

TRIBUNE LIBRE

par Pierre CEVENOL

Un grand vent du large

Nous en avons besoin depuis la tournure filandreuse prise par le débat sur l'Égalité économique. Comme l'institution du profit (loi de la jungle), est la nécessité structurelle du capitalisme, l'égalité économique est la nécessité structurelle de l'économie d'Abondance selon son concepteur Jacques Duboin ; la remettre en cause est la ruine de la conception même de l'Économie Distributive. Or c'est la remettre en cause que de proposer, comme font certains physiocrates, la reconduction de la loi de la jungle sous prétexte de tactique, par un éventail de revenus d'émulation ou d'un « dynamisme possessif ». Restons vigilants, car une fois les nouvelles couches de privilégiés en selle, l'économie distributive retrouverait le visage de l'économie du gain.

Un vent sain nous vient du Québec et de la forêt :

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS (11 n°s)

France	30,00 F
Etranger	35,00 F
Abonnement de soutien (2 numéros) ..	55,00 F

Règlements par chèques postaux : au C.C.P.
« La Grande Relève » n° 13402-39 M Paris.

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

Prière de joindre 2,50 F pour tout changement d'adresse. Merci.

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELEVÉ »

• Paul MAGDINIER, 1 000 — François JULE, 13 — Robert LOBJOIES, 100 — Daniel SENS, 80 — Mlle Eugénie PARENT, 20 — MAVEL, 30 — Joseph CHABERT, 40 — Paul INGRAIN, 100 — Fernand BELZ, 40 — GUIGNIER, 20 — André LUCAS, 70 — Jules DEMEURIE, 70 — Octave DUMEZ, 30 — André BELLIDO, 30 — Roger NATHAN-MURAT, 35 — Gilles BATAILLE, 50 — Lucien BIGOUREAU, 70 — Abel GRELAUD, 20 — André DANTAN, 20 — Maurice MAUREL, 10 — GINESTE, 25 — Jean MASSAT, 70 — Pierre et Marguerite BUGUET, 200 — Benoist OGIER, 20 — Georges DARNAULT, 20 — Claude MONET, 20 — Pierre LOURME, 70.

TOTAL : 2 273 F.

MERCI A TOUS.

ATTENTION

Nous rappelons à nos amis lecteurs que les dons « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ » doivent être adressés **exclusivement** à la Grande Relève.

Aucun autre organisme ni aucune association quelle qu'elle soit, **n'est habilité à recevoir les dons pour La Grande Relève.**

le fait que les auteurs cités soient étrangers à nos thèses et que leurs observations soient faites en toute indépendance, leur confère pleine valeur objective ; point n'est question d'exégèses sophistico-physiocratiques, mais de réflexions sensées exprimées clairement, sans artifice de style, comme s'y consacra sa vie durant Jacques Duboin.

Le premier en référence, le biologiste H. Laborit, déclare : (1)

« Les règles morales, les lois, le travail, la propriété ne résultent que de l'inconscience de l'homme ayant abouti à des structures économiques imparfaites, où les dominances ont besoin de la police, de l'armée et de l'État pour se maintenir en place. »

Non seulement il ne constate pas la loi naturelle du sentiment d'inégalité, mais il démontre le besoin de coercition des hommes pour imposer ladite loi naturelle... ». Dans le paragraphe suivant le savant biologiste poursuit par un tracé de construction sociale :

« A partir du moment où l'évolution économique, c'est-à-dire la façon dont la technique de l'homme, fruit de son imagination et de son expérience, accumulée au cours des générations, lui permet une utilisation extrêmement efficace de la matière et de l'énergie, de telle façon que les besoins fondamentaux de tous les hommes puissent être assouvis, si la répartition en est correctement faite... tout n'étant qu'apprentissage, il suffit donc d'apprendre autre chose. » Répartition correcte et invitation à apprendre autre chose se dressent à la fois contre la loi de la jungle et son succédané le possessivisme, même loi naturelle, chère au néo-physiocratisme.

Après les pertinentes observations du biologiste, vient la confortation de l'ingénieur forestier Georges Plaisance, citée dans l'article : « Forêt ma belle Amie » (2) :

« Il devient chaque jour plus évident :

- Que la dépersonnalisation est un des maux du siècle.
- Que notre économie productiviste conduit à un nouvel esclavage.
- Qu'à la recherche croissante de l'avoir dans la société de consommation, il faut substituer celle de l'épanouissement de l'être. »

Substituer l'épanouissement de l'être à la recherche de l'avoir est rationnel et social. Cela rejoint la proposition du Pr. H. Laborit et nous éloigne nettement de la loi de la jungle du possessivisme accapareur.

Réjouissons-nous de cet apport extérieur. Il était prévisible que, semant un grain de bon sens rationnel et sain, nous en récoltions un produit de même aloi.

(1) « La Nouvelle Grille », Henri Laborit (Voir G.R. 776, p. 8).

(2) « La Forêt Française », George Plaisance (Voir G.R. 776, p. 3).

* C'est nous qui soulignons.

INITIATIVES

Un peu de bon sens

Notre camarade J. MARCHAND nous a fait parvenir le résumé d'une brochure intitulée « Un peu de bon sens » qu'il destine « à ceux qui veulent réfléchir ».

Il y compare l'économie de profits et l'économie des besoins en utilisant la théorie des ensembles. Il montre que l'économie de profits est pleine de contradictions insurmontables :

« Je crois que toutes ces contradictions suffisent pour montrer que, quoi que fassent nos économistes orthodoxes actuels, il n'y a pas de solutions aux problèmes posés : inflation, chômage, justice fiscale, égalité sociale, etc... »

Malheureusement malgré une évidence certaine, beaucoup de Français (97 %) sont convaincus que le seul système économique possible est celui du profit et que, s'il n'assure pas la satisfaction de tous, c'est la faute, non du principe de base mais des hommes qui le dirigent. Et chacun est convaincu qu'en changeant l'équipe au gouvernement, et en mettant à la place « son équipe » cela ira mieux, comme si, un navire sans gouvernail et sans machine pouvait suivre une route bien déterminée en faisant appel aux meilleurs capitaines du moment !!

Et ceci est grave, car tant que les Français ne réclameront pas le changement du principe de base de l'économie, rien ne sera résolu et nous irons vers un chaos de plus en plus grand. »

Les contradictions de l'économie de profits conduisent inéluctablement à son remplacement par l'économie des besoins par le biais de la dissociation déjà amorcée « entre production et consommation, c'est-à-dire, entre travail et revenu ».

Et J. MARCHAND conclut :

« Qu'on le veuille ou non, le système économique d'une société dépend de son système financier et son système social dépend du système économique, et par conséquent, le système social dépend du système financier. Vouloir conserver le même système financier et vouloir, en même temps, changer le système social est une utopie pure et simple.

Enfin quelque chose de plus important encore, c'est que l'attitude de l'homme dépend de son environnement. Si cet environnement est agressif comme à l'heure actuelle, l'homme devient agressif, égoïste, par la force des choses ; mais si l'homme est libéré de ses soucis matériels, de son souci du lendemain,

alors il deviendra, toujours par la force des choses, bon, fraternel, humain, car il n'a plus intérêt à être autrement.

Vouloir changer l'homme est une ineptie ; on ne change pas l'homme qui est neutre à sa naissance, on change son comportement.

C'est pourquoi, si l'on veut raisonner en économie de besoins, il faut absolument se défaire des idées toutes faites sur l'homme et bien se rappeler que le changement de système financier a pour conséquence inévitable le changement d'attitude de l'homme.

En résumé, l'homme du monde occidental est maintenant devant un choix :

— ou bien continuer à vouloir utiliser l'économie de profit, et nous allons vers un chômage généralisé et une inflation sans limite et par conséquent un chaos dont on ne peut savoir ce qui peut en sortir,

— ou bien comprendre que le système des salaires-prix-profits est à sa limite, que poursuivre dans cette voie est dangereux pour tous, et que seule une économie de besoins généralisée peut apporter à l'homme le bonheur qu'il désire.

Je ne sais pas si cette économie de besoins est du socialisme ou non. De toute façon c'est l'organisation de la famille généralisée, ce qui ne peut que faire plaisir à tous.

Si c'est du socialisme, cela me fait penser à ce que disait Victor HUGO dans ses souvenirs personnels de 1848 :

« Il n'y a pas cent socialismes comme on le dit volontiers. Il y en a deux : le mauvais et le bon.

Il y a le socialisme qui veut substituer l'Etat aux activités spontanées et qui, sous prétexte de distribuer à tous le bien-être, ôte à chacun sa liberté. La France couvent, mais couvent où l'on ne croit pas ; une espèce de théocratie à froid sans prêtre et sans Dieu.

Ce socialisme-là détruit la société.

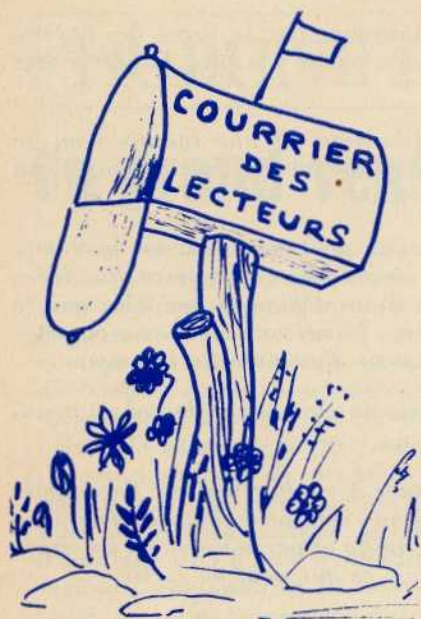
Il y a le socialisme qui abolit la misère, l'ignorance, la prostitution, les fiscalités, les vengeances par les lois, les inégalités démenties par le droit ou par la nature, toutes les ligatures, depuis le mariage indissoluble jusqu'à la peine irrévocable.

Ce socialisme là ne détruit pas la société, il la transfigure. »

Aux Français de réfléchir et de choisir !!

COMMENT L'EXPLOITATION D'AUTRUI POURRAIT-ELLE DEVENIR EQUITABLE ?

Jacques DUBOIN



Des lecteurs de plus en plus nombreux de *La Grande Relève* nous écrivent pour nous faire part de leurs réflexions et de leurs suggestions, toutes très intéressantes et que nous aimerions publier intégralement.

Cela ne nous est évidemment pas possible pour des raisons matérielles qu'ils comprendront sans peine.

Nous nous efforçons en conséquence de résumer aussi fidèlement que possible leurs interventions.

LE CORPS, LE CŒUR ET L'ESPRIT

C'est ainsi que J. Guezennec, l'un des premiers et toujours partisans de J. Duboin, attire l'attention sur le fait que la floraison actuelle des « sciences sans conscience » prend une dangereuse dimension mondiale, alors que l'essentiel réside dans la lutte pour les besoins du Corps, la satisfaction de ces derniers assurant et garantissant le développement et l'efficacité de l'Esprit.

A ce sujet, il rappelle comment, dans les premières années de la crise, une véritable bataille contre l'abondance des richesses s'est engagée et a conduit les pouvoirs publics à résorber par la destruction matérielle pure et simple la surproduction catastrophique —

pour l'économie de la rentabilité financière s'entend —. On l'a constaté à Châteaurenard en 1977 et 1979 où 1 600 tonnes de fruits et légumes ont été jetés à la décharge ou détruits, sans protestation politique ni même syndicale.

Ces actes des prisonniers de la « loi du marché » dénoncent la prépondérance des facultés de l'Esprit qui s'exercent ainsi aux dépens de la solidarité humaine.

Pour éveiller le Cœur, J. Guezennec répète sans se lasser que la rentabilité financière n'est plus de mise alors que la liberté de fonctionnement d'une économie, basée sur les possibilités de plus en plus illimitées de la Science, permettrait de s'affranchir progressivement du dieu Profit et de créer un complément de Revenu propre à satisfaire les besoins matériels de l'ensemble de la population.

Il voit l'institution de ce complément de Revenu sous la forme d'une monnaie de consommation non capitalisable ayant cours à côté de la monnaie traditionnelle capitalisable, la première allant en croissant, grâce aux progrès économiques et la seconde en décroissant pour aboutir en définitive à l'économie distributive avec égalité économique.

Que J. Guezennec soit une fois de plus remercié pour sa participation positive à notre action.



UN SOCIALISTE ET LE PROJET DE SON PARTI

Un de nos lecteurs, membre du parti socialiste, nous fait part des observations qui lui ont été inspirées par le texte présenté à la discussion et au vote des militants les 12 et 13 janvier 1980, texte pour lequel ces derniers auraient proposé plus de 200 amendements.

Il n'appartient pas à *La Grande Relève* de s'ingérer dans les débats internes d'un parti politique, mais il a paru intéressant de signaler à l'ensemble de ses lecteurs le point de vue de notre correspondant.

Se basant sur le fait que dans

sa 3^e partie « AGIR », le projet fait appel en particulier au système de l'épargne, il en déduit une référence aux théories de l'économiste anglais bien connu KEYNES*, théories bien dépassées à l'heure actuelle, notamment en ce qui concerne les problèmes du crédit et de la monnaie.

Or, pour notre correspondant, il s'agit là de l'essentiel. Comment justifier « l'espèce d'inertie » qu'il pense constater à ce sujet ?

Est-ce que, dans l'état actuel du monde et de ses problèmes monétaires, une monnaie de consommation non thésaurisable pourrait être celle d'un seul pays, le nôtre par exemple ?

Les problèmes financiers qui se posent dans les relations internationales ne constituent-ils pas un obstacle majeur à cette conception localisée ?

Ne faudrait-il pas, en outre, procéder par étapes ?

Par ailleurs, si l'Etat est le seul maître du problème monétaire, les nationalisations deviennent superflues, une meilleure utilisation des instruments de production et une amélioration des conditions de travail devant découler d'eux-mêmes de cette nationalisation financière.

Il semble qu'une réponse possible ait été apportée à cette question fondamentale par J. Guezennec, dans les paragraphes précédents (Le Corps, le Cœur et l'Esprit).

L'abandon de la règle capitaliste de la rentabilité financière au profit des seules rentabilités qualitatives et quantitatives, doit permettre, grâce aux moyens techniques dont nous disposons, d'assurer le passage à l'économie distributive avec égalité économique, selon les théories de J. Duboin.

Peut-être est-il regrettable que le parti socialiste n'ait pas pris à

* KEYNES (1883-1946), partisan de l'économie distributive dans la mesure où il préconisait un plein emploi de la main-d'œuvre grâce à une redistribution des revenus telle que le pouvoir d'achat des consommateurs croisse proportionnellement au développement des moyens de production.

ce sujet dans son projet une position plus nette quant aux modalités des transformations sociales économiques dont il est l'un des promoteurs.

Souhaitons que le projet définitif adopté par le parti donne satisfaction dans ce domaine à notre correspondant que nous remercions pour la fidélité qu'il nous témoigne.

★

...« J'ai lu avec intérêt les articles sur « la période de transition » dans notre journal. Certains pensent qu'elle est inutile !

Soyons sérieux : pensent-ils instaurer l'Économie Distributive en 1980 ? Techniquement, c'est possible ; mais reconnaissons que nos contemporains n'y sont guère préparés. L'Économie Distributive représente la plus grande révolution de tous les temps, pour réussir, il faut une masse révolutionnaire animée d'un grand espoir idéologique et capable de vaincre les obstacles. On croit que, parce qu'on « veut une révolution sans perdants », on n'aura aucun adversaire ! C'est faire preuve d'une ignorance affligeante de l'espèce humaine. Je peux vous donner l'exemple d'un homme qui, depuis des années, s'efforce de faire prendre conscience aux Européens qu'ils parlent au fond la même langue et qu'il leur serait donc facile de s'entendre s'ils voulaient le reconnaître : il ne rencontre que l'hostilité des médias et l'incompréhension de ses amis. Alors que sera-ce pour une façon de vivre qui heurte de front toutes les habitudes établies depuis des millénaires ! Et ce d'autant plus que l'on s'interdit la solution de facilité du « bon dictateur » qui établirait l'Économie nouvelle d'un coup de baguette magique (solution d'ailleurs illusoire car l'histoire nous montre que de telles réformes plaquées sur une société rebelle ou simplement indifférente ne peuvent pas vivre).

J'ai lu autrefois dans La Grande Relevé l'expression : « une révolution sans révolutionnaires ». Il est vrai que les changements que nous apporte notre époque sont si grands et si rapides (les

institutions... et les gens n'arrivent plus à s'y adapter) qu'ils sont une véritable révolution, mais sans une élite éclairée pour la diriger, elle n'engendre que misère et confusion (comme disait cet homme politique : « on ne sait pas où on va... mais on y court !). Attitude lamentable de la part de « dirigeants professionnels » largement discrédités et qui devraient laisser la place aux ouvriers, employés, artisans, commerçants, paysans, cadres et artistes qui constituent la véritable richesse du pays.

Mais, camarades, ne vous y trompez pas, toute révolution suppose choc d'idées, rivalités, et haines (voyez les Rougon), rencontres sanglantes et morts : c'est le prix à payer de tout changement violent.

Vous ne voulez pas cela ? Alors il faut étudier dès aujourd'hui les « mesures de transition » à prendre, en sachant d'avance qu'elles ne satisferont pas notre soif d'absolu.

Trois points forment l'ossature de l'Économie Distributive.

Voyons comment nous en rapprocher le plus possible avant le jour J : la transition en sera facilitée. Le service social d'abord. Il existe dans notre système quelque chose d'approchant : le service militaire. Au lieu de travailler, comme le font les pacifistes intégraux, à sa disparition, travaillons plutôt à sa transformation : que les autorités civiles aient le droit de faire appel à l'armée aussi souvent qu'elles le jugent nécessaire (catastrophes, accidents, marée noire...). Ce qui habituera les esprits à concevoir que le pouvoir civil est supérieur au pouvoir militaire. Ce n'est pas tout : dans sa propagande près des jeunes elle dit : « L'armée vous donne un métier ». Prenons-la au mot et cessons (à la suite du pouvoir) d'incriminer l'école dont ce n'est pas le rôle : les jeunes sortant de l'armée doivent avoir, comme on dit « un métier en main » (autre que celui de tueur, évidemment). L'armée forme des techniciens auto et radio ; il faut qu'elle élargisse sa formation à toutes les branches de l'activité (sans demander qu'elle satisfasse à ses besoins, comme en Chine). On pourrait

prévoir que les jeunes en possession d'un métier soient dispensés de service. Les Bourses du Travail devraient reprendre leur rôle original qui est de donner aux patrons la main-d'œuvre qui leur est nécessaire. L'indemnité de chômage devrait être unifiée et les chômeurs, comme les soldats, mis à la disposition de la collectivité.

Le « pseudo » revenu social vient de marquer quelque progrès avec l'extension de la Sécurité Sociale. Je pense que nous devons soutenir, d'une part le salaire de la femme au foyer, d'autre part le présalaire étudiant. Par contre, les récentes mesures sur l'encouragement au lapinisme (3^e enfant) doivent être dénoncées, car elles nous éloignent de notre but final : l'égalité économique. On doit demander le déplafonnement des cotisations — ou alors demander le plafonnement des soins, que le gouvernement envisage favorablement !

Tout cela a l'inconvénient de se situer dans le cadre capitaliste et d'utiliser une monnaie dont tout le monde peut constater la nocivité (exploiter cette situation). Veiller, avec les centrales ouvrières, au respect de l'échelle mobile, mais soutenir aussi le gouvernement si, par aventure, il essayait de contenir les prix ! En Économie Distributive, chacun aura sa carte de crédit lui permettant à volonté d'obtenir de la monnaie-tickets ou de virer de l'argent (électronique) à ses créanciers. D'ores et déjà on peut favoriser leur extension. Un de mes amis, M. Chiffre, poète et peintre, propose une monnaie spéciale pour sauver la production artistique : une vignette émise par les Chambres culturelles, achetée par les consommateurs d'art, puis remboursée par les Chambres. En somme ce système revient à subventionner le consommateur (amateur d'art : disques, livres, spectacles...) plutôt que les artistes producteurs. Pourquoi ne pas en faire autant pour la production agricole ? Cela ne rappelle-t-il pas certaines expériences d'économie distributive ? »

René JACOBS

BLOC-NOTES

QUE CHOISIR ?

Cette association de consommateurs que nous avons déjà vantée dans ces colonnes parce que nous la croyons indépendante et objective, annonce dans son numéro de Mars 1980 une nouvelle que nos lecteurs rapprocheront sans doute de l'article de J. Mestrallet paru dans notre n° 777. Voici cette nouvelle :

les consommateurs européens ont défini une position commune concernant la politique agricole européenne : aucune augmentation de prix pour les produits excédentaires (lait et sucre) en 1980, réorientation de l'aide communautaire en faveur des — petits — agriculteurs plutôt que vers une garantie des prix pour tous.

CARTES POSTALES ET COLLECTIONS

Le premier périodique français de la carte postale ancienne et moderne. Le seul vendu en kiosque, distribué par Messageries N.M.P.P. Couverture couleur. 60 pages illustrées. Informations, documentation, les expositions, salons. Prix 7 F. Abt : six n°s 35 F, douze n°s 70 F. (Spécimen gratuit à C.P.C., B.P. n° 15, 95220 Herblay).

POUR LE TRIOMPHE DU BIEN

Voici une Association, dont c'est peu dire qu'elle est « sans but lucratif » comme le veut la loi de 1901 ! Quel amour de la nature et de l'homme ressortent des pages qu'elle édite !

Son dernier numéro est une collection « d'étoiles », ces lumières de la vie que sont les bons livres et les bonnes revues. La Grande Relève y est en bonne place parmi les ouvrages qui préparent une ère nouvelle : Vivre en Harmonie, l'Heure d'être, Vie naturelle, la Voix des Végétariens, le Grain de Blé, Onde Vive, Dialogue communautaire, etc., etc... On y trouve un excellent plaidoyer contre la vivisection.

L'Association « Les amis de la conscience » qui publie cette revue, propose des stages de vie communautaire pour cet été et tiendra son Assemblée Générale annuelle le 25 mai prochain, à

EL FAITG - Serralongue
66230 Prats de Mollo.

« RENAITRE 2.000 »

Son Directeur, André Dumas, propose dans un cycle de conférences sur l'Évolution Humaine :

III. Problèmes de notre temps et Civilisation de demain

7 mai : *Le sens de l'Évolution : Inventions de la Nature et Inventions Humaines.*

21 mai : *Vers l'automatisation généralisée : misère et chaos, ou Ordre et épanouissement de l'Esprit ?*

4 juin : *De la Rareté à l'Abondance, de la fatalité à la liberté : Économie distributive et civilisation des loisirs.*

18 juin : *L'Individuel et le Collectif : Liberté, Association, Organisation.*

Ces mercredis, à 15 heures :

Conférences de la salle « PSYCHE »

15, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 PARIS
Métro : Palais-Royal

VIVRE EN HARMONIE

Revue mensuelle de la vie saine
5, rue Level, 75017 Paris

Rappelle qu'on estime à 10 % le nombre des Français atteints d'une déficiences en magnésium, ce qui se traduit par une hyper excitabilité et même des atteintes neuro-musculaires telles que « coup de pompe », angoisses, dépression. Produits naturels contre cette carence : la datte, le blé germé, les arachides, la betterave, l'épinard, l'avoine, etc... Le numéro de Mars contient quelques bonnes recettes végétariennes.

Le livre : « **La production croît, l'emploi décroît ! c'est la crise !... Que faire ?** » est en vente chez l'auteur, Marcel Dieudonné, 10, rue Voltaire, 65000 Tarbes. Franco 20 F. C.C.P. 3572 25 E Toulouse.

REVUES INTERESSANTES :

★ **L'OCCITAN**

B.P. 2306 — 31020 Toulouse Cedex.

★ **LE MIROIR DU CENTRE**

14, place Jourdan, 87000 Limoges

★ **RENAITRE 2000**

André Dumas — Avenue des Sablons
77230 Dammartin-en-Goële.

Résumé de nos thèses :

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ». Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer

le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix,

stagnation économique, étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

A cette société de la rareté, les hommes avertis doivent opposer la société de l'abondance où le profit ne sera plus la raison d'être des activités... et des gaspillages. Cette substitution est même devenue la seule mesure garantissant la sécurité de leur vie quotidienne.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques DUBOIN a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des

structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE AU DOS)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails d'une théorie élaborée par Jacques DUBOIN, au long d'une vingtaine d'ouvrages dont la plupart sont aujourd'hui épuisés. Une réimpression générale en est envisagée. En attendant, un numéro spécial de « La Grande Relevé », publié en octobre 1978 et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal, 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE :

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Il est ouvert périodiquement à tout individu, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, un crédit, ou « **revenu social** », qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier.

La monnaie de consommation

perdant sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer, a pour but de distribuer équitablement la production réalisée, tout en laissant à chacun la liberté du choix.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un **SERVICE SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant aussi la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en

Cette assurance de recevoir sa part de production même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Débarassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveaux-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

— le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **décentralisée**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.